

[Texte]

in the U.S., does a good deal of that as well. Their mandate is quite different from ours. We place a great deal of stock in our independence from the government in order to look at issues that we feel on behalf of Parliament are important. We look at those and report them. It's a different system.

Mr. Kilgour: I'm aware of that.

Mr. Thompson: We put a great deal of stock on our independence on being able to select—

Mr. Kilgour: But do you think parliamentarians should be entitled to say to you would you please look at X or Y issue?

Mr. Thompson: Oh, sure.

Mr. Kilgour: You have no problem with that?

Mr. Thompson: No, and I think they do quite often. But certainly under our act, and I think we'd want to stick with this, we reserve the right to determine in the final analysis the issues that we would want to look at. Hopefully the issues that we've decided to look at are ones that are relevant to members of Parliament. If they're not, we'd certainly like to hear about it.

Mr. Kilgour: The energy committee is looking at Indian trust funds at the moment. One of your colleagues was there the other day and we asked him that question. I think he got the strong impression that we'd like to see you look at that issue. It is a very important issue.

Are you speaking in support of this bill or against it, or somewhere in between?

Mr. Thompson: Let me say somewhere in between and explain if I may, Mr. Kilgour. I think there are a number of very important issues raised in this bill that, as I mentioned in my opening remarks, need further study, and I'd like to see further study take place. Let me give you an example.

Mr. Denis spoke about the timing for tabling the public accounts. There are at least two related issues that need to be looked at and seriously considered. One is the basis of accounting that the government uses, and that has an effect on the timing for tabling of public accounts. The other would be whether or not the summary financial statements of the government should continue to be published only when the total public accounts are ready to be published. These are important issues that affect timing. I think they need to be looked at. I think the government is planning to look at them, but it needs some time to do it.

With respect to the basis of accounting, if I could just not get too technical, is that throughout the year the federal government accounts for money coming in and money going out on a cash basis. After the end of the year that set of data is converted to what we call a modified accrual basis. In other words, costs incurred during the year are recognized by an adjustment in the subsequent period. It is normal accounting practice to do that, but that's one of the reasons why it takes quite a bit of time to close the accounts and prepare the public accounts.

[Traduction]

qui est notre véritable homologue américain, fait souvent cela aussi. Son mandat est certainement différent du nôtre. Nous attachons beaucoup d'importance à notre indépendance, vis-à-vis du gouvernement, ce qui nous permet d'examiner pour le compte du Parlement des questions que nous jugeons importantes. Nous examinons ces questions et faisons rapport. C'est un système différent.

M. Kilgour: Je sais.

M. Thompson: Nous attachons beaucoup d'importance à notre indépendance qui nous permet de pouvoir choisir. . .

M. Kilgour: Mais croyez-vous que les parlementaires devraient avoir le droit de vous prier d'examiner la question X ou Y?

M. Thompson: Oh, absolument.

M. Kilgour: Cela ne vous pose aucun problème?

M. Thompson: Non, et je crois qu'ils le font très souvent. Mais il est certes vrai que aux termes de notre Loi habilitante, et je crois que nous y tenons beaucoup, nous nous réservons le droit de déterminer en dernière analyse les questions que nous voulons examiner. Les questions que nous décidons d'examiner, sont, nous l'espérons, celles qui intéressent les députés fédéraux. Si tel n'est pas le cas, on nous le dira certainement.

M. Kilgour: Le comité de l'énergie se penche en ce moment sur les caisses de fiducie des Indiens. Un de vos collègues était ici l'autre jour et nous lui avons posé la question. Je crois que nous lui avons bien fait comprendre que nous aimerions vous voir examiner cette question. C'est une question très importante.

Etes-vous favorable à ce projet de loi ou contre, ou quelque part entre les deux?

M. Thompson: Je dirais que je suis quelque part entre les deux et je vais vous expliquer pourquoi, si vous me le permettez, monsieur Kilgour. Je crois que ce projet de loi soulève un certain nombre de questions très importantes, qui, comme je l'ai mentionné dans mon allocution d'ouverture, méritent plus ample étude, et j'aimerais que cette plus ample étude se fasse. Je vais vous donner un exemple.

M. Denis a parlé du moment où nous déposons les comptes publics. Il y a ici au moins deux questions connexes qui méritent une étude sérieuse. L'une est la méthode de comptabilité que le gouvernement emploie et qui influence le choix du moment où nous déposons les comptes publics. L'autre est la question de savoir s'il faut continuer de publier les états financiers récapitulatifs du gouvernement seulement après que tous les comptes publics sont prêts à être publiés. Ce sont des questions importantes qui influencent le choix du moment où les comptes publics sont déposés. Je crois qu'il faut se pencher sur ces questions. Je crois que le gouvernement compte le faire, mais il a besoin d'un certain temps pour cela.

Pour ce qui est de la méthode de comptabilité, sans être trop technique, c'est que tout au long de l'année, le gouvernement fédéral se sert de la méthode de la comptabilité de caisse pour rendre compte de ses recettes et de ses dépenses. À la fin de l'année, cet ensemble de données est converti en ce que nous appelons la comptabilité d'exercice modifié. Autrement dit, les frais engagés au cours du dernier exercice sont reconnus par un ajustement que nous apportons dans l'exercice subséquent. C'est une pratique comptable normale, et c'est l'une des raisons pour lesquelles il faut beaucoup de temps pour fermer les livres et préparer les comptes publics.